Pour obtenir les renseignements permettant de déterminer en quoi ces centres doivent consister et où ils doivent se trouver, nous devons avoir accès aux études qu'on refuse de déposer à la Chambre. Si les moyens de limiter les naissances ne sont pas mis à la disposition de ceux qui en ont besoin, le nombre déjà beaucoup trop élevé des avortements au Canada augmentera. Et ce sera le gouvernement qui en sera responsable parce qu'il aura refusé de faciliter la limitation des naissances d'un bout à l'autre du pays en renseignant tous les Canadiens. L'absence de contrôle des naissances entraîne des avortements illégaux avec toute les souffrances, les mutilations et les morts que provoque ce refus de faire face aux réalités de 1970. Toutes les doctrines périmées, les principes théologiques et les mythes qu'on pourra invoquer n'y changeront rien.

C'est pourquoi je tiens à ce rapport et à d'autres semblables. Prenons des cas précis, monsieur l'Orateur, Tout récemment, j'ai eu à m'occuper d'un cas à Vancouver. Il y a dans cette ville bien des personnes qui sont dans la même situation qu'une jeune femme inscrite à l'assistance sociale. Elle a eu plusieurs enfants d'un premier mariage qui a échoué. Puis, elle a vécu quelque temps en concubinage, et s'est mariée quand elle a pu obtenir un divorce. Elle avait déjà un enfant de son second mariage, et ne sachant comment éviter d'en avoir d'autres, elle a perdu un bébé par suite d'une césarienne.

Ce n'est qu'après être passée par toutes les affres d'avoir des enfants dont, malgré tout son amour, elle ne pouvait s'occuper dans son état, et avoir été hospitalisée, avoir subi une césarienne et perdu son bébé, que les médecins se sont enfin décidés à la stériliser et à répondre ainsi à son désir de ne plus risquer de maternités. De nos jours, c'est une condition honteuse.

Puisqu'il existe des renseignements sur la régulation des naissances, pourquoi ne pas les rendre publics? Pourquoi ne pouvons-nous entendre les opinions éclairées qui feraient que les gens les exigent? Il y en a peut-être parmi nous qui croient que la situation n'est pas grave. Je vous signale la situation dans ma province, d'après la description de la Family Planning Association of British Columbia:

Chaque année, 5,000 enfants sont confiés aux soins du Surintendant du bien-être de l'enfance et des sociétés d'aide à l'enfance de la Colombie-Britannique, et l'on peut considérer plus de la moitié d'entre eux comme des enfants non désirés—des enfants battus, troublés, négligés, délinquants, abandonnés, sans foyer ou en instance d'adoption.

Le nombre des enfants nés hors des liens du mariage au cours des années 60 a passé de 7 à plus de 12 p. 100 du total annuel des naissances. Le groupe le plus important est né de mères âgées de 15 à 19 ans.

On n'aurait pas eu toutes ces naissances illégitimes si on avait pu agir plus tôt et mettre en œuvre au Canada un programme de planning familial. Nous savions à quel point nous en avions besoin d'un. La Family Planning Association of British Columbia n'a cessé de préconiser l'établissement d'un tel programme, comme l'ont fait des organismes de bien-être d'une extrémité à l'autre du pays. Et encore on refuse de nous donner de tels renseignements.

Avant d'aller plus loin, j'aimerais féliciter le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Munro) pour avoir mis en circulation un bulletin sur les contra-

ceptifs buccaux, bulletin que j'ai demandé en avril dernier. C'est à cette époque qu'il a été publié pour la première fois. Il fut expédié aux médecins vers ce temps-là et maintenant il nous arrive comme un cadeau de Noël. Je ne vois pas la raison de ce délai mais, Dieu merci, nous avons le bulletin maintenant. Je félicite sincèrement le ministre et le ministère d'avoir publié ce rapport et j'espère que d'autres suivront. Je ne vois pas pourquoi il refuse de nous donner le rapport que je demande aujourd'hui, et les autres que je réclamerai chaque fois que j'en aurai l'occasion, jusqu'à ce que les voies à tracer soient ouvertes.

• (5.10 p.m.)

Ce rapport contient des choses excellentes auxquelles il faudrait réfléchir. Un médecin du Vancouver General Hospital, qui est l'hôpital le plus considérable du Canada et qui pratique le plus grand nombre d'avortements, m'a dit être persuadé que cette avalanche d'articles avait détourné les femmes de l'usage de contraceptifs oraux. D'après lui, ces articles avaient causé le déclin de l'emploi de cette méthode tout à fait sûre, la pilule contraceptive. Un grand nombre des femmes qui ont abandonné l'usage de la pilule sont devenues enceintes et ont eu ensuite recours à l'avortement. Ce médecin notamment sera, j'en suis sûre, heureux de lire le rapport qui signale que les pilules contenant 50 microgrammes d'oestrogène ne sont pas considérées assez dangereuses pour exiger des précautions spéciales, bien que naturellement quelques femmes doivent encore se montrer prudentes et consulter le médecin.

Je voudrais signaler, monsieur l'Orateur, que la pilule est la seule méthode de contraception qui a raisonnablement réussi, jusqu'à présent, à éviter une grossesse non souhaitée. Le rapport contient des faits qui démentent tout ce que la presse a pu dire au sujet de la pilule. Avec le diaphragme, on enregistre un taux de conception de 15 p. 100; ce taux se situe entre 4 et 5 p. 100 avec le condom, entre 10 et 25 p. 100 avec les spermicides vaginaux tels que gelées et crèmes, tandis qu'il atteint 2 à 3 p. 100 avec les stérilets.

Dans la pratique, 25 femmes sur cent—le quart des femmes qui emploient la méthode de la continence périodique—se retrouvent enceintes. Je ne dis pas qu'elles doivent adopter ou refuser cette méthode—c'est une affaire entre elles-mêmes et leur conscience, mais je dis qu'elles ont le droit de connaître les faits et de savoir les risques considérables qu'elles prennent. Jusqu'à présent, on ne le leur avait pas dit. Je veux leur dire ce qui en est. L'écrivain américain, Robert Ingersoll, a dit il y a quelques années que l'ignorance est le seul crime, et comme il avait raison. Plus il y a d'ignorance, plus y a de crimes, à mon avis. L'ignorance est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre dans le contrôle de l'accroissement démographique. Le gouvernement n'a pas le droit de faire fi de ce rapport et d'autres qui porteraient la lumière dans ce sujet.

Le rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme a mis en évidence d'autres faits. D'après ce rapport, 4,378,100 femmes au Canada étaient d'âge à avoir des enfants, en 1968, c'est-à-dire qu'elles étaient âgées de 15 à 45 ans. Pourtant un des centres de consultation de planification familiale à Toronto n'a pu